

Vu l'avis motivé du Comité de concertation de base de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités, donné le 8 mars 2017;

Vu l'avis du Conseil de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités, donné le 23 mars 2017,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'arrêté ministériel du 20 avril 2009 portant dispositions particulières relatives à la composition du Conseil de direction de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités est abrogé.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 juillet 2017.

M. DE BLOCK

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Basisoverlegcomité van de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, gegeven op 8 maart 2017;

Gelet op het advies van de Raad van de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, gegeven op 23 maart 2017,

Besluit :

**Artikel 1.** Het ministerieel besluit van 20 april 2009 houdende bijzondere bepalingen betreffende de samenstelling van de Directieraad van de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen wordt opgeheven.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 25 juli 2017.

M. DE BLOCK

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

#### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/30995]

#### 19 JUILLET 2017. — Décret-programme portant diverses mesures relatives à l'enseignement supérieur et à la Recherche, à la Culture, aux Fonds budgétaires, aux Bâtiments scolaires, à la Jeunesse

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

#### TITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions relatives à l'Enseignement supérieur et à la recherche

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2 du décret du 19 mai 2004 instituant un Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Un fonds d'aide à la mobilité étudiante est créé.

Ce fonds est destiné à soutenir toute forme de mobilité étudiante, au sens de ce décret.

Ce fonds peut également servir à cofinancer le programme européen de mobilité de l'enseignement supérieur Erasmus+ 2014 -2020 et ses successeurs, selon un pourcentage fixé par le Gouvernement sur proposition du Conseil supérieur de la mobilité étudiante. ».

**Art. 2.** Dans l'article 6, § 3, du décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités, les modifications suivantes sont apportées :

1° le *b*) est remplacé par un *b*) rédigé comme suit « *b*) le rapport entre le nombre, en ETP, de chercheurs postdoctoraux à durée déterminée chercheurs postdoctoraux en mobilité internationale IN et chargés de recherche du F.R.S.-FNRS de chaque université et le nombre de ces chercheurs postdoctoraux à durée déterminée de l'ensemble des universités. Le niveau minimal d'engagement de ces chercheurs postdoctoraux s'élève à au moins 0.5 ETP; »;

2° le *c*) est remplacé par un *c*) rédigé suit :

« *c*) le rapport entre le nombre, en ETP, de membres du personnel académique du cadre avec un minimum de 0,5 ETP, du personnel scientifique du cadre à temps plein et à titre définitif, des mandataires à durée indéterminée du F.R.S.FNRS de chaque université ayant soutenu leur thèse de doctorat dans une université hors Communauté française et le nombre de membres des personnels de mêmes catégories de l'ensemble des universités. Ce rapport se calcule sur base des données relatives aux 10 dernières années disponibles et en prenant en considération les nouveaux engagés de l'année précédente en activité au 1<sup>er</sup> février de l'année concernée. ».

**Art. 3.** Dans l'article 7 du même décret, les mots « 31 décembre 2016 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2018 ».

**Art. 4.** A l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« A partir de l'année 2017, un montant de 1.575.000 euros est ajouté au montant obtenu en application du premier alinéa. A partir l'année 2018, ce montant est indexé conformément aux dispositions prévues au paragraphe 4. »;

2° le 2e paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« A partir de l'année 2017, un montant de 3.675.000 euros est ajouté au montant obtenu en application du premier alinéa. A partir l'année 2018, ce montant est indexé conformément aux dispositions prévues au paragraphe 4. ».

**Art. 5.** L'article 39, § 4bis, de la même loi, les mots « et 2015 -2016 et 2016 -17 » sont remplacés par les mots « , 2015-2016, 2016-2017 et à partir de l'année académique 2017-2018. ».

**Art. 6.** A l'article 12, § 2, alinéa 21, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les mots « et 2016-17 » sont remplacés par les mots « , 2016-17 et à partir de l'année académique 2017-18 ».

**Art. 7.** L'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est complété par un alinéa rédigé comme suit :

A partir de l'année budgétaire 2017, un montant de 2.250.000 euros est ajouté au montant déterminé par les alinéas précédents après adaptation conformément à l'article 9. ».

**Art. 8.** Dans le décret du 21 septembre 2012 relatif à la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur, il est inséré un article 43bis rédigé comme suit :

« Art. 43bis. Les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire qui sont reconnues à la date du 30 juin 2016 conservent cette reconnaissance jusqu'au 31 décembre 2017. »

**Art. 9.** Par dérogation à l'article 31 du même décret, la demande de reconnaissance doit être introduite auprès du Gouvernement au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre.

**Art. 10.** Un ou plusieurs « Conseiller(s) académique(s) » sont désignés au sein de chaque établissement d'enseignement supérieur visé aux articles 10, 11 et 12 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

La charge de ce conseiller académique est divisible en quart temps, mi-temps, trois quart temps ou temps plein.

**Art. 11.** Le conseiller académique a pour missions, en collaboration notamment avec le personnel en charge des inscriptions, les autorités académiques et le personnel enseignant et académique :

- 1° de conseiller l'étudiant dans l'élaboration de son programme d'études;
- 2° de soutenir le futur étudiant dans la constitution de son dossier de valorisation de ses crédits déjà acquis;
- 3° de soutenir le futur étudiant dans la constitution de son dossier de valorisation de ses savoirs et compétences acquis par l'expérience professionnelle ou personnelle;
- 4° de permettre d'articuler au mieux les unités d'enseignement notamment en fonction de leurs prérequis et corequis.

**Art. 12.** Le conseiller académique exerce ses missions sous la responsabilité des autorités académiques.

Chaque année, les établissements réalisent un rapport synthétique sur les parcours académiques de leurs étudiants, adressé pour le 15 octobre au plus tard au Ministre de l'Enseignement supérieur et à la commission de l'aide à la réussite de l'ARES, afin de présenter les problématiques ou constats importants réalisés par le ou les conseillers académiques au cours de l'année écoulée, ainsi que les éventuelles initiatives mise en œuvre dans son institution pour améliorer le suivi des parcours des étudiants ou pour conseiller ceux-ci. Ce rapport communique également la liste du ou des conseillers académiques de l'institution et les qualités de ceux-ci justifiant leur recrutement en tant que conseillers académiques.

**Art. 13.** Les missions du conseiller académique peuvent être exercées par :

- 1° un membre du personnel enseignant engagé ou désigné à titre temporaire déchargé en tout ou partie de sa fonction enseignante;
- 2° un membre du personnel enseignant engagé ou nommé à titre définitif déchargé en tout ou partie de sa fonction enseignante;
- 3° un membre du personnel administratif engagé ou désigné à titre temporaire;
- 4° un membre du personnel administratif engagé ou nommé à titre définitif;
- 5° par un membre du personnel dont l'engagement est régi par les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

**Art. 14.** A partir de l'année académique 2017-2018, une subvention est allouée par arrêté ministériel à chaque établissement d'enseignement supérieur afin de lui permettre de recruter un nombre de conseillers académiques en fonction du nombre moyen d'étudiants sur les quatre dernières années académiques :

- 1° de 300 à 2.000 étudiants : 1 ETP
- 2° de 2.000 à 8.000 étudiants : 1 ETP supplémentaire par tranche de 2.000 étudiants
- 3° de 8.000 à 16.000 étudiants : 0,5 ETP supplémentaire par tranche de 2.000 étudiants
- 4° à partir de 16.000 étudiants : 0,5 ETP supplémentaire par tranche de 4.000 étudiants

Pour les Etablissements ayant de 0 à 300 étudiants, seul 0,5 ETP est alloué.

La subvention allouée à chaque établissement est calculée en appliquant la formule suivante :

- 1° pour l'année budgétaire 2017 : 19.459 euros par ETP
- 2° pour l'année budgétaire 2018 : 59.459 euros par ETP.

A partir de l'année budgétaire 2019, le montant par ETP est indexé à l'indice santé selon la formule suivante : montant définitif de l'année antérieure \* indice santé du mois de janvier de l'année considérée / indice santé du mois de janvier de l'année antérieure.

**Art. 15.** À partir de l'année 2018, le montant de la subvention due à chaque établissement est versée lors de la première quinzaine du mois de novembre.

**Art. 16.** Le versement de la subvention due à un établissement est suspendu si le rapport visé à l'article 12 n'a pas été transmis.

**Art. 17.** Les articles 10 à 16 entrent en vigueur à partir de l'année académique 2017-2018.

## TITRE II. — Dispositions relatives à la culture

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions modifiant le décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène*

**Art. 18.** Au Titre III du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène, il est inséré un Chapitre III intitulé « Jetons de présence et frais de déplacement ».

**Art. 19.** Dans le Chapitre III du Titre III, inséré par l'article 10, du même décret-cadre, il est inséré un article 23 /1 rédigé comme suit :

« Article 23 /1. A l'exception des membres représentant le Ministre ou l'Administration, les membres de la Conférence des Présidents et Vice-présidents bénéficient d'une indemnité pour les frais de parcours entre leur domicile et le lieu de réunion, et reçoivent un jeton de présence d'un montant de 40 euros pour chaque réunion d'une demi-journée portant sur la coordination des instances créées en vertu des articles 4 et 5. ».

CHAPITRE II. — *Disposition relative aux musées et autres institutions muséales reconnues en vertu du décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales*

**Art. 20.** A l'article 8 du décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales, il est ajouté les termes « et dans la limite des crédits budgétaires » entre les termes « Après avis du Conseil » et les termes « , le Gouvernement répartit les musées reconnus ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant le décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente*

**Art. 21.** Dans le décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente, il est inséré un article 39/1 rédigé comme suit :

« Article 39 /1. Le Gouvernement n'accorde aucune reconnaissance à titre transitoire visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup> et 2, du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente, en suite d'une demande introduite au plus tard le 31 mars 2017.

Après consultation du Conseil, le Gouvernement fixe les modalités spécifiques d'introduction des demandes de reconnaissance en faveur des associations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> souhaitant réintroduire leur demande de reconnaissance en 2018. ».

**Art. 22.** Dans le même décret, il est inséré un article 39/2 rédigé comme suit :

« Article 39/2. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 10, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, le contrat-programme qui arrive à échéance au cours de l'année civile 2017, est prolongé d'une durée d'un an pour atteindre une durée totale de six ans dans l'hypothèse où l'association a, en application de l'article 26, § 2, sollicité un changement dans une catégorie de forfait supérieure et/ou d'axe.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'association qui en application de l'article 19, alinéa 2, a transmis à l'Administration, au plus tard le 30 juin 2017, le rapport général de l'exécution de son contrat programme et, le cas échéant, un nouveau plan d'action pluriannuel en double exemplaire, transmet à l'administration, au plus tard le 30 juin 2018, les éléments suivants :

- 1° un rapport d'activités et un bilan comptable conformément à l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>;
- 2° un addendum au rapport général d'exécution communiqué en 2017;
- 3° le cas échéant, un nouveau plan d'action quinquennal ou l'addendum au plan déposé en 2017.

§ 2. Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 26, § 2, les demandes de changement de catégorie de forfait et/ou d'axe introduites au plus tard au 30 juin 2017 ne sont pas examinées et aucun changement de catégorie de forfait et/ou d'axes n'est octroyé, sauf en cas de demande de changement dans un forfait inférieur ou de changement d'axe n'ayant pas d'impact sur le plan budgétaire. ».

## TITRE III. — Disposition relative aux fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition modifiant le décret du 27 octobre 1997 contenant les Fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française*

**Art. 23.** Un point 69 est ajouté au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les Fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, selon le tableau repris à l'annexe 1<sup>re</sup> du présent décret.

**Art. 24.** Le point 27 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les Fonds budgétaires figurant au budget des dépenses de la Communauté française est modifié selon le tableau joint en annexe 2 du présent décret.

## TITRE IV. — Dispositions relatives aux bâtiments scolaires

**Art. 25.** Dans l'article 5, § 2, 3°, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, à la fin il est rajouté :

« A partir de 2017, cette dotation est de 27.153.000 EUR. ».

## TITRE V. — Disposition relative à la Jeunesse

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modification du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations*

**Art. 26.** A l'article 44, § 1<sup>er</sup>, 1°, du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations, un alinéa est ajouté, rédigé comme suit :

« Par dérogation au point f), le Gouvernement peut, après avoir obtenu l'avis de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes, déterminer des critères de priorisation pour l'attribution de l'intervention visée au point f), en fonction des moyens disponibles. » Ces critères sont notamment relatifs à :

- la prise en compte du type d'agrément de l'association;
- le volume d'emploi existant au sein de l'association;

— l'ancienneté d'agrément de l'association.

Lors de l'année 2017, l'association qui bénéficie pour la première fois de la subvention visée au point f) peut la justifier par l'ensemble des charges liées à ses missions telles que prévues dans le présent décret. ».

#### TITRE VI. — Dispositions finales

**Art. 27.** Sauf en ce qui concerne les dispositions dont l'entrée en vigueur est fixée par l'article 17, les dispositions du présent décret produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

#### ANNEXE 1<sup>re</sup>

Dénomination du fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
69. Fonds budgétaire en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport.	Contributions dues par la Communauté germanophone dans le cadre du protocole d'accord bilatéral entre la Communauté germanophone et la Communauté française exécutant l'Accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport.	Achat de matériel spécifique dans la lutte contre le dopage
	Amendes administratives infligées aux sportifs d'élites, aux fédérations sportives et autres organisateurs en vertu des dispositions du décret « Dopage » et de son arrêté d'exécution.	Frais liés à des actions de prévention, d'information, d'éducation, de communication et de sensibilisation en matière de lutte contre le dopage;
		Dépenses de toute nature liées aux missions dévolues à l'ONAD, en ce compris d'éventuels frais de procédure juridique.

#### ANNEXE 2

Dénomination du fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
27. Fonds des Sports.	Donations et legs de toute nature dont l'affectation est faite au bénéfice de la promotion ou du développement des sports.	Achat de biens et de services, subventions, honoraires, dépenses diverses concernant les programmes d'activités organisés pour la promotion ou le développement des sports
	Donations de la Loterie nationale, le produit des redevances sur les concours de paris et les pronostics sur les résultats d'épreuves sportives.	Achat de biens et de services, subventions, honoraires, dépenses diverses en rapport avec le fonctionnement de la Communauté française et des services dans le domaine sportif
	Paiements, droits d'inscription, prix d'abonnements et tous autres revenus résultant des actions développées par la Communauté française dans le domaine sportif.	Achat de biens et de services, subventions, honoraires, dépenses diverses concernant la mise en place d'actions quelconques de promotion du sport et de l'image de l'ADEPS
	Produit d'opérations de parrainage commercial conclues à l'occasion d'actions spécifiques ou générales de promotion ou de développement des sports.	Frais de publication, d'édition, de conception, de production et de réalisation de tous les documents, études, supports audiovisuels ou informatiques se rapportant aux sports
	Revenus ou produits de la vente des biens immobiliers de la Communauté française suivants : la Résidence du Blanc gravier située sur le site universitaire du Sart-Tilman à Liège et les immeubles du « Domaine du Bois Saint-Jean ».	Participation dans les frais générés par l'examen clinique visé à l'art 12, alinéa 1 <sup>er</sup> du décret du 3 avril 2014 relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport

Dénomination du fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
	Produit des amendes administratives infligées par l'administration pour violation des dispositions du décret du 3 avril 2014 relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport	

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Bruxelles, le 19 juillet 2017.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes  
et de l'Égalité des chances,  
I. SIMONIS

—  
Note

*Session 2016-2017*

Documents du Parlement. Projet de décret, n°484-1. – Avis présenté au nom de la commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias, n° 484-2 – Avis présenté au nom de la commission de l'Education, n° 484-3. – Avis présenté au nom de la Commission de la Culture et de l'Enfance, n° 484-4. – Avis présenté au nom de la commission de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances, n° 484-5. – Avis présenté au nom de la Commission de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, n° 484-6. – Amendement en commission, n° 484-7. – Rapport 484-8. – Amendements en séance, n° 484-9

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 19 juillet 2017.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/30995]

**19 JULI 2017. — Programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake hoger onderwijs en onderzoek, cultuur, begrotingsfondsen, schoolgebouwen, jeugd**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL I. — Bepalingen op het gebied van hoger onderwijs en onderzoek**

**Artikel 1.** Artikel 2 van het decreet van 19 mei 2004 tot oprichting van een " Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur " (Steunfonds voor studentenmobiliteit binnen de Europese ruimte van het hoger onderwijs) wordt vervangen als volgt :

"Art. 2. Er wordt een fonds voor studentenmobiliteit opgericht.

Dat fonds is bestemd om elke vorm van studentenmobiliteit te ondersteunen, in de zin van dit decreet.

Dat fonds kan ook dienen tot de cofinanciering van het Europese programma voor mobiliteit in het hoger onderwijs Erasmus + 2014-2020 en van de volgende programma's, volgens een percentage dat door de Regering op voorstel van de Hoge raad voor studentenmobiliteit wordt vastgesteld."

**Art. 2.** In artikel 6, § 3, van het decreet van 30 januari 2014 betreffende de financiering van onderzoek in de universiteiten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° *b)* wordt vervangen door een *b)*, luidend als volgt : " *b)* de verhouding tussen het aantal, in VE's uitgedrukt, postdoctorale onderzoekers voor bepaalde tijd, postdoctorale onderzoekers internationale mobiliteit IN en aangestelde navorsers van het F.R.S.- F.N.R.S." van elke universiteit en het aantal van die postdoctorale onderzoekers voor bepaalde tijd van alle universiteiten. Het minimumniveau voor de aanwerving van die postdoctorale onderzoekers is 0,5 VE;"
- 2° *c)* wordt vervangen door een *c)*, luidend als volgt : " *c)* de verhouding tussen het aantal, uitgedrukt in VE, leden van het academisch personeel van de personeelsformatie, met minstens 0,5 VE, van het voltijdse en vastbenoemde wetenschappelijk personeel van de personeelsformatie, mandatarissen voor onbepaalde tijd van het F.R.S.-F.N.R.S. van elke universiteit die hun doctoraatsthesis in een universiteit buiten de Franse Gemeenschap hebben verdedigd, en het aantal personeelsleden van dezelfde categorieën van alle universiteiten. Die verhouding wordt berekend op grond van de beschikbare gegevens betreffende de laatste



10 jaar, rekening houdend met de nieuw aangeworven personeelsleden van het voorafgaande jaar die op 1 februari van het betrokken jaar in activiteit waren.”.

**Art. 3.** In artikel 7 van hetzelfde decreet, worden de woorden “31 december 2016” vervangen door de woorden “31 december 2018”.

**Art. 4.** In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : “Vanaf het schooljaar 2017, komt een bedrag van 1.575.000 euro bij het bedrag dat met toepassing van het eerste lid werd gekregen. Vanaf het jaar 2018, wordt dat bedrag geïndexeerd overeenkomstig de in paragraaf 4 bedoelde bepalingen.”;
- 2° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : “Vanaf het jaar 2017, komt een bedrag van 3.675.000 euro bij het bedrag dat met toepassing van het eerste lid werd gekregen. Vanaf het jaar 2018, wordt dat bedrag geïndexeerd overeenkomstig de in paragraaf 4 bedoelde bepalingen.”.

**Art. 5.** In artikel 39, § 4 bis, van dezelfde wet, worden de woorden “en 2015-2016 en 2016-2017” vervangen door de woorden “, 2015-2016, 2016-2017 en vanaf het academiejaar 2017-2018.”.

**Art. 6.** In artikel 12, § 2, éénentwintigste lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden de woorden “en 2016-17” vervangen door de woorden “, 2016-17 en vanaf het academiejaar 2017-18”.

**Art. 7.** Artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : “Vanaf het begrotingsjaar 2017 komt een bedrag van 2.250.000 euro bij het in de vorige leden bepaalde bedrag na aanpassing overeenkomstig artikel 9.”.

**Art. 8.** In het decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs, wordt een artikel 43bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 43bis. De verenigingen die de studenten op gemeenschapsniveau vertegenwoordigen en die erkend zijn op 30 juni 2016, behouden die erkenning tot 31 december 2017.”

**Art. 9.** In afwijking van artikel 31 van hetzelfde decreet, moet de aanvraag om erkenning bij de Regering uiterlijk op 1 september worden ingediend.

**Art. 10.** Er worden één of meer “academische adviseur(s)” aangesteld binnen elke instelling voor hoger onderwijs bedoeld in de artikelen 10, 11 en 12 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

De opdracht van die academische adviseur kan worden gedeeld in één vierde, halftijdse, drie vierde of voltijdse arbeidsprestatie.

**Art. 11.** Met de medewerking van onder meer het personeel dat met inschrijvingen wordt belast, de academische autoriteiten en het onderwijzend of academisch personeel, oefent de academische adviseur de volgende opdrachten uit :

- 1° de student raadgeven bij het opmaken van zijn studieprogramma;
- 2° de toekomstige student ondersteunen bij het opmaken van zijn dossier betreffende het optellen van de studiepunten die hij reeds heeft verworven;
- 3° de toekomstige student ondersteunen bij het opmaken van zijn dossier betreffende het vaststellen van de kennis en de competenties die die hij door zijn beroeps- of persoonlijke ervaring reeds heeft verworven;
- 4° de beste groepering van de onderwijseenheden verwezenlijken, inzonderheid op grond van hun voorvereiste en medevereiste.

**Art. 12.** De academische adviseur oefent zijn opdrachten uit onder de verantwoordelijkheid van de academische autoriteiten.

Elk jaar, maken de instellingen een synthetisch verslag over het academische traject van hun studenten op, voor uiterlijk 15 oktober te richten aan de Minister van Hoger Onderwijs en aan de “Commission de l’aide à la réussite (CAR)” (Commissie voor de verbetering van de slaagkansen) van de “A.R.E.S.”, om de belangrijke problemen of waarnemingen voor te stellen die door de academische adviseurs gedurende het afgelopen jaar werden vastgesteld, alsook de eventuele initiatieven van hun instelling met het oog op een beter opvolgen van het traject van de studenten of om deze raad te geven. Dat verslag vermeldt eveneens de lijst van de academische adviseur(s) van de instelling en de bekwaamheid van deze, die hun aanwerving als academische adviseurs verantwoordt.

**Art. 13.** De opdrachten van de academische adviseur kunnen worden uitgeoefend door :

- 1° een lid van het onderwijzend personeel dat tijdelijk wordt aangeworven of aangesteld en dat geheel of gedeeltelijk van zijn ambt van leerkracht wordt ontlast;
- 2° een lid van het onderwijzend personeel dat in vast verband wordt aangeworven of benoemd en dat geheel of gedeeltelijk van zijn ambt van leerkracht wordt ontlast;
- 3° een lid van het administratief personeel dat tijdelijk wordt aangeworven of aangesteld;
- 4° een lid van het administratief personeel dat in vast verband wordt aangeworven of benoemd;
- 5° een personeelslid waarvan de aanwerving wordt geregeld door de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

**Art. 14.** Vanaf het academiejaar 2017-2018, wordt een toelage bij ministerieel besluit aan elke instelling voor hoger onderwijs toegekend, om haar de mogelijkheid te bieden een aantal academische adviseurs aan te werven op grond van het gemiddelde aantal studenten over de laatste vier academiejaren :

- 1° tussen 300 en 2.000 studenten : 1 VE
- 2° tussen 2.000 en 8.000 studenten : 1 bijkomend VE per schijf van 2.000 studenten
- 3° tussen 8.000 en 16.000 studenten : 0,5 bijkomend VE per schijf van 2.000 studenten
- 4° vanaf 16.000 studenten : 0,5 bijkomend VE per schijf van 4.000 studenten.

Voor de instellingen die tussen 0 en 300 studenten tellen, wordt alleen 0,5 VE toegekend.

De subsidie die aan elke instelling wordt toegekend, wordt berekend door de volgende formule toe te passen :

1° voor het begrotingsjaar 2017 : 19.459 euro per VE

2° voor het begrotingsjaar 2018 : 59.459 euro per VE.

Vanaf het begrotingsjaar 2019, wordt het bedrag per VE geïndexeerd door koppeling aan de gezondheidsindex volgens de volgende formule : definitief bedrag van het vorige jaar x gezondheidsindex van de maand januari van het betrokken jaar/gezondheidsindex van de maand januari van het vorige jaar.

**Art. 15.** Vanaf het jaar 2018 wordt het bedrag van de subsidie die aan elke instelling verschuldigd is, tijdens de eerste helft van de maand november uitbetaald.

**Art. 16.** De uitbetaling van de toelage die aan een instelling verschuldigd is, wordt onderbroken, indien het in artikel 12 bedoelde verslag niet werd meegedeeld.

**Art. 17.** De artikelen 10 tot 16 treden in werking vanaf het academiejaar 2017-2018.

## TITEL II. — Bepalingen op het gebied van Cultuur

*HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten*

**Art. 18.** In titel III van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, wordt een hoofdstuk III ingevoegd, luidend als volgt "Presentiegeld en reiskosten".

**Art. 19.** In hoofdstuk III van titel III, ingevoegd bij artikel 10, van hetzelfde kaderdecreet, wordt een artikel 23/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 23/1. Met uitzondering van de leden die de Minister of de Administratie vertegenwoordigen, krijgen de leden van de Conferentie van Voorzitters en Vice-Voorzitters een vergoeding voor de reizen tussen hun woonplaats en de vergaderingsplaats, en krijgen een presentiegeld ten bedrage van 40 euro voor elke vergadering die een halve dag duurt en die betrekking heeft op de coördinatie van de instanties die krachtens de artikelen 4 en 5 worden opgericht."

*HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende de musea en andere museale instellingen die erkend zijn krachtens het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de musea en andere museale instellingen*

**Art. 20.** In artikel 8 van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de musea en andere museale instellingen, worden de woorden "en binnen de perken van de begrotingskredieten" ingevoegd tussen de woorden "Na advies van de Raad" en de woorden "verdeelt de Regering".

*HOOFDSTUK III. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding*

**Art. 21.** In het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding, wordt een artikel 39/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 39/1. De Regering kent geen voorlopige erkenning toe, bedoeld in artikel 6, § 1 en § 2, van het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding, als gevolg van een aanvraag die uiterlijk op 31 maart 2017 wordt ingediend.

Nadat de Raad geraadpleegd is, stelt de Regering de specifieke nadere regels vast voor de indiening van de aanvragen om erkenning van de in het eerste lid bedoelde verenigingen die hun aanvraag om erkenning in 2018 opnieuw wensen in te dienen."

**Art. 22.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 39/2 ingevoegd, luidend als volgt :

" Artikel 39/2. § 1. In afwijking van artikel 10, § 3, eerste lid, wordt de programmaovereenkomst die gedurende het burgerlijk jaar 2017 eindigt, wordt met één jaar verlengd, om een totale duur van zes jaar te bereiken, als de vereniging, met toepassing van artikel 26, § 2, een verandering in een hogere forfaitaire categorie of van as heeft aangevraagd.

In de in het eerste lid bedoelde hypothese, stuurt de vereniging die, met toepassing van artikel 19, tweede lid, aan de administratie, uiterlijk op 30 juni 2017, het algemeen verslag over de uitvoering van haar programmaovereenkomst en, in voorkomend geval, een nieuw meerjarenactieprogramma in tweevoud, heeft meegedeeld, uiterlijk op 30 juni 2018, de volgende gegevens :

1° een activiteitenverslag en een boekhoudkundige balans overeenkomstig artikel 19, eerste lid;

2° een addendum bij het in 2017 meegedeelde algemeen uitvoeringsverslag;

3° in voorkomend geval, een nieuw vijfjarenactieplan of het in 2017 ingediende addendum bij het plan.

§ 2. In afwijking van de in artikel 26, § 2 bedoelde bepalingen, worden de aanvragen om verandering van forfaitaire categorie en/of van as die uiterlijk op 30 juni 2017 worden ingediend, niet onderzocht en wordt geen verandering van forfaitaire categorie en/of van as toegekend, behalve in geval van verandering in een lagere forfaitaire categorie of van verandering van as die geen gevolgen hebben op begrotingsvlak."

## TITEL III. — Bepaling betreffende de begrotingsfondsen die in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voorkomen

*HOOFDSTUK I. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap*

**Art. 23.** Er wordt een punt 69 toegevoegd aan de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, volgens de in bijlage 1 bij dit decreet opgenomen tabel.

**Art. 24.** Punt 27 van de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, wordt gewijzigd volgens de tabel gevoegd als bijlage 2 bij dit decreet.

#### TITEL IV. — Bepalingen betreffende de schoolgebouwen

**Art. 25.** In artikel 5, § 2, 3°, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt in fine de volgende bepaling toegevoegd :

“Vanaf 2017, is het bedrag van die dotatie 27.153.000 EUR.”.

#### TITEL V. — Bepalingen betreffende de Jeugd

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra en van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties*

**Art. 26.** In artikel 44, § 1, 1°, van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra en van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties, wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van punt *f*), kan de Regering, na het advies van de adviescommissie voor de jeugdhuizen en –centra te hebben ingewonnen, voorrangcriteria bepalen voor de toekenning van de in punt *f*) bedoelde tegemoetkoming, rekening houdend met de beschikbare middelen.”. Die criteria hebben inzonderheid betrekking op :

- het type erkenning van de vereniging;
- het volume van de arbeidsplaatsen binnen de vereniging;
- de anciënniteit van de erkenning van de vereniging.

Gedurende het jaar 2017, kan de vereniging die voor de eerste keer de in punt *f*) bedoelde subsidie geniet deze verantwoord door alle lasten in verband met haar opdrachten zoals bepaald in dit decreet.”.

#### TITEL VI. — Slotbepalingen

**Art. 27.** Behoudens voor de bepalingen waarvan de inwerkingtreding door artikel 17 wordt vastgesteld, hebben de bepalingen van dit decreet uitwerking met ingang van 1 januari 2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 2017.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GRÉOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,  
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
I. SIMONIS

—  
Nota

*Zitting 2016-2017*

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 484-1.- Advies voorgesteld in naam van de commissie hoger onderwijs, onderzoek en media, nr. 484-2.- Advies voorgesteld in naam van de commissie onderwijs, nr. 484-3.- Advies voorgesteld in naam van de commissie cultuur en kind, nr. 484-4.- Advies voorgesteld in naam van de commissie onderwijs voor sociale promotie, jeugd, rechten van de vrouw, en gelijke kansen, nr. 484-5.- Advies voorgesteld in naam van de commissie hulpverlening aan de jeugd, justitiehuisen, sport en promotie van Brussel, nr. 484-6.- Commissie-amendementen, nr. 484-7.- Verslag, nr. 484-8.- Vergaderingsamendementen, nr. 484-9.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 19 juli 2017.

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/31005]

**19 JUILLET 2017. — Décret portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 avril 2017 déterminant le référentiel des compétences terminales en éducation à la philosophie et à la citoyenneté et prévoyant une procédure de dérogation au référentiel**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**Article 1<sup>er</sup>.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 avril 2017 déterminant le référentiel des compétences terminales en éducation à la philosophie et à la citoyenneté est confirmé, conformément à l'article 60<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.